

Publicis Groupe S.A.



PUBLICIS GROUPE

# **Rapport financier semestriel**

**au 30 juin 2010**

## Sommaire

	Page
<b>I. Attestation du responsable du document</b>	<b>1</b>
<b>II. Rapport semestriel d'activité</b>	<b>2</b>
<b>III. Comptes consolidés condensés semestriels</b>	<b>13</b>
<b>IV. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009</b>	<b>44</b>

Au cours du Conseil de Surveillance qui s'est tenu le mercredi 28 juillet 2010 sous la présidence de Madame Elisabeth Badinter, Maurice Lévy, Président du Directoire, a présenté les comptes consolidés de Publicis Groupe pour le premier semestre 2010.

*« Avec 7,1% de croissance organique pour le 2<sup>ème</sup> trimestre et 5,3% pour le semestre, un taux de marge opérationnelle de 14,5% et un résultat net en croissance de 27,5%, Publicis Groupe prouve son dynamisme et sa capacité à créer de la valeur y compris au sortir de la pire crise économique mondiale.*

*Cette croissance est le résultat de la stratégie exécutée avec constance et efficacité depuis plusieurs années. Nous avons pris très tôt le virage du numérique créant un écart décisif avec nos concurrents et apportant à nos clients les solutions les plus adaptées, les plus innovantes, pour faire face à la nouvelle donne créée par l'explosion du numérique.*

*Nous avons aussi fait le choix du développement dans les pays émergents. La crise a certes ralenti leur progression, mais les nouvelles estimations de ZenithOptimedia pour 2011 et 2012 laissent augurer de belles reprises de croissance.*

*Les défis qui s'imposent à nos clients nous conduisent à plus d'inventivité, de créativité, d'innovation et d'efforts opérationnels pour les aider à gagner en toutes circonstances. Je tiens à les remercier pour leur confiance et à saluer le travail de toutes nos équipes qui ont réalisé des prouesses dans le respect de contraintes d'une gestion rigoureuse permettant ainsi à Publicis Groupe de sortir renforcé de cette crise.*

*Les efforts de gestion réalisés depuis fin 2008 et la bonne croissance du revenu ont permis à la marge opérationnelle de faire un bond à 14,5%, et ce, bien que Razorfish soit en phase d'intégration avec un taux de marge en amélioration, mais encore très largement inférieur à la moyenne du Groupe.*

*Sans verser dans l'euphorie que pourraient susciter les résultats de notre groupe sur ce premier semestre, je reste persuadé que Publicis Groupe surperformera le marché tant en croissance qu'en niveau de marge. »*

*Maurice Lévy  
Président du Directoire de Publicis Groupe*

## **I. Attestation du responsable du document**

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

*Maurice Lévy  
Président du Directoire de Publicis Groupe*

## II. Rapport semestriel d'activité

### Principaux chiffres clés

en millions d'euros, à l'exception des % et des données par action (en euros)

	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009	2010/2009
<b>Données extraites du compte de résultat consolidé</b>			
Revenu	2 538	2 209	14,9%
Marge opérationnelle avant amortissements	422	333	26,7%
En % du revenu	16,6%	15,1%	
Marge opérationnelle	369	287	28,6%
En % du revenu	14,5%	13,0%	
Résultat opérationnel	353	257	37,4%
Bénéfice net (Part du Groupe)	213	167	27,5%
Bénéfice net par action <sup>(1)</sup>	1,04	0,83	25,3 %
Bénéfice net par action (dilué) <sup>(2)</sup>	0,95	0,82	15,8 %
<b>Données extraites du bilan</b>			
	<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>	
Total de l'actif	14 458	11 408	
Capitaux propres, part du Groupe	3 090	2 418	

<sup>(1)</sup> Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action s'élève à 204,5 millions d'actions pour le premier semestre 2010 et 200,8 millions d'actions pour le premier semestre 2009.

<sup>(2)</sup> Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action (dilué) s'élève à 237,1 millions d'actions pour le premier semestre 2010 et 206,3 millions d'actions pour le premier semestre 2009. Il comprend les stock-options et les actions gratuites, les bons de souscription d'actions et les emprunts convertibles ayant un effet dilutif. Pour les six premiers mois de 2010, les instruments dilutifs sont les Oceanes, les bons de souscription d'actions, les actions gratuites et certaines tranches de stock options dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période.

L'économie mondiale s'est raffermie au cours du premier semestre 2010, progressant de 5% en taux annualisé au premier trimestre, pour se stabiliser à un niveau élevé en mai. Globalement, l'évolution de l'économie mondiale a confirmé les prévisions de divers instituts internationaux d'une reprise modeste mais continue dans la plupart des économies développées, et d'une croissance vigoureuse dans de nombreuses économies émergentes, notamment en Asie. Néanmoins, les turbulences récentes sur les marchés financiers résultant d'une baisse de confiance dans la viabilité des finances publiques et l'action des pouvoirs publics dans les pays développés, notamment en Europe, alimentent des incertitudes quant à la poursuite de cette reprise.

ZenithOptimedia qui avait publié en décembre 2009 une prévision de croissance des investissements publicitaires de 0,9% pour l'année 2010, l'a corrigée en avril pour les porter à 2,2% et vient de prévoir une nouvelle hausse à 3,5% selon leurs dernières estimations en date du 19 juillet 2010.

Dans ce contexte de reprise du marché publicitaire bien meilleur que ce qui était estimé il y a quelques mois, Publicis Groupe a enregistré au premier semestre une hausse de son revenu publié de 14,9% et de 5,3% de sa croissance organique. Le revenu du second trimestre croît de 21,3% et la croissance organique affiche une hausse de 7,1%. Il faut noter que la croissance organique du premier semestre n'inclut pas la croissance organique de Razorfish qui ne sera prise en compte qu'à dater du quatrième trimestre 2010.

La part grandissante des activités numériques, soit 28,1% du revenu du premier semestre, comparée à 20,7% (à taux de change 2010) au premier semestre 2009 conforte le choix stratégique du groupe d'accompagner ses clients face à l'évolution des consommateurs et de la nouvelle audience numérique. Ces activités se développent maintenant dans tous les réseaux du groupe qui bénéficient des expertises et des innovations dans la plupart des domaines du

numérique, qu'il s'agisse de search, de display, de réseaux sociaux, ou de mobile, rendues possibles par la création du VivaKi Nerve Center.

Le deuxième pilier de la stratégie est la volonté d'une présence accrue du groupe dans les pays à forte croissance. Si ces pays ont contribué à la croissance au cours des premiers mois de l'année, cette croissance est considérée encore insuffisante et des moyens supplémentaires, que ce soit dans l'optimisation de l'organisation ou dans l'accélération des acquisitions, sont mis en œuvre depuis la fin du premier trimestre afin d'accroître la présence du groupe dans ces régions et de bénéficier pleinement de leur développement.

Toutes ces actions sont rendues possibles grâce à une situation financière solide et la poursuite d'une gestion rigoureuse des coûts garants d'une croissance saine. Les lourds efforts consentis au plus fort de la crise en 2009 permettent aujourd'hui à Publicis Groupe l'accélération de ses investissements dans les talents et les technologies nécessaires à son développement.

Les divers programmes de gestion et d'optimisation des coûts font l'objet d'une attention constante et continuent d'être mis en œuvre. Le déploiement des centres de services partagés initié depuis plusieurs années se poursuit ainsi que leur régionalisation, et la plateforme « Americas », destinée à desservir les continents américains, devrait être complètement opérationnelle à la fin de cette année. L'implantation d'un ERP, d'abord local, puis mondial, rendue possible grâce à l'intégration de la plupart des agences dans les centres de services partagés et l'adoption de processus communs, se poursuit avec une phase de tests prévue au cours des prochains mois en France et au Royaume Uni. Le groupe attend de cet investissement qui permettra l'harmonisation des processus et des systèmes au niveau mondial, une réduction substantielle de ses coûts opérationnels.

Le taux de marge opérationnelle pour le premier semestre 2010 est de 14,5% comparé au taux de 13% pour la même période en 2009. Cette amélioration s'explique partiellement par le retour de la croissance mais aussi par la maîtrise de la partie fixe des coûts de personnel. A taux de change comparable et en excluant les acquisitions, l'ensemble des coûts opérationnels progresse de 2,4%.

Le bénéfice net courant dilué par action pour le premier semestre 2010 est de 1,00 euro contre 0,89 euro au premier semestre 2009, soit une hausse de 12%. Le bénéfice net par action dilué est de 0,95 euro pour la période contre 0,82 euro en 2009, en hausse de 16%.

Au 30 juin 2010, la dette nette est de 618 millions d'euros comparée à 899 millions au 30 juin 2009, en baisse de 281 millions malgré le rachat d'actions propres auprès de Dentsu au mois de mai pour un montant de 217,5 millions d'euros.

Le premier semestre a été fertile en gains de budgets avec 2,1 milliards de dollars de nouveaux budgets. La période, et notamment le deuxième trimestre, se caractérise par des gains plus petits mais plus nombreux par rapport à un deuxième trimestre 2009 au cours duquel les gains de budgets d'achat d'espace étaient plus importants en nombre et en volume.

Au plan créatif, Publicis Groupe maintient ses positions.

Lors de la 57ème édition du Festival International de la Publicité de Cannes, Publicis Groupe a remporté 116 Lions (15 de plus que l'année dernière), avec notamment 2 Grand prix (Saatchi & Saatchi Argentina pour InBev en catégorie Media, et Leo Burnett Sydney pour Canon en catégorie Outdoor), 24 Gold, 39 Silver & 51 Bronze. Leo Burnett Sydney était nommée l'Agence Media de l'Année.

Il faut cependant mentionner la très belle performance du réseau Leo Burnett qui a remporté 52 Lions.

Publicis Groupe a connu un succès également aux Clio Awards, prestigieuse compétition internationale de publicité avec 33 prix, dont 1 Grand Clio (Publicis Mojo pour James Boag's en catégorie TV/Cinéma), 4 Or, 16 Argent et 12 Bronze.

Enfin Publicis Groupe a récolté 18 prix aux « Effie Awards », compétition qui mesure l'efficacité des campagnes, avec 1 Grand Effie (Leo Burnett pour Detroit Public Schools), 5 Or, 6 Argent et 6 Bronze.

Les entités de Publicis Groupe ont remporté des Top Prizes dans tous les festivals majeurs de l'industrie, notamment les New York Festivals, Festival Iberoamericano de la Publicidad (FIAP), D&AD Awards, Valencia Festival of Media Awards, International Andy Awards, Goafest 2010, San Sebastien Advertising Festival, Marketing Awards, APPIES, Duabi Lynx Awards, Golden Cactus Awards, Aspid Awards, SJP Awards, Cuspide Awards, Cristal de la MENA, Asia Interactive Awards, ADDY Awards, Webby Awards, Horizon Awards, Social Media Marketing Awards, Grand Prix du Brand Content, British Animation Awards, ARF David Ogilvy Awards, Creative Circle Awards, RACIE Awards, British Television Advertising Awards, MCCA Awards, Internationalist Awards, Cassie Awards, etc.

De plus, plusieurs réseaux et agences du Groupe ont remporté des prix de l'année : Leo Burnett Worldwide, 2010 Network of the Year, International New York Festivals ; Badillo Nazca Saatchi & Saatchi, Agency of the Year, 2010 Cupside Awards ; Publicis Slovenia, 2010 Agency of the Year, Slovenian Advertising Festival ; Leo Burnett Moscow, Agency of the Year, Russian Advertising Agencies Association ; BBH London, Agency of the Year, British Television Advertising Awards ; Saatchi & Saatchi X London, Agency of the Year, MCCA Awards ; Kekst and Company, Corporate and Financial Agency of the Decade, The Holmes Report.

## **Acquisitions**

Publicis Groupe s'est engagé dans un processus de croissance pérenne en ayant fait le choix de se développer rapidement dans les activités numériques et dans les économies émergentes, moteurs de croissance d'aujourd'hui et de demain pour les métiers de la publicité.

De nombreuses cibles ont été identifiées. Une attention accrue est portée aux possibilités offertes par la Chine.

Le 30 mars Publicis Groupe a annoncé une prise de participation minoritaire dans Taterka Comunicações (Taterka), agence de publicité brésilienne basée à São Paulo au Brésil.

Le 6 avril le Groupe a acquis In-Sync, agence de communication santé au Canada. Fondée en 1989, In-Sync est une agence spécialisée dans la communication de la santé et du bien-être basée à Toronto au Canada, et compte 75 personnes. Spécialisée dans les études de marché, In-Sync offre à ses clients biopharmaceutiques des solutions marketing innovantes.

A la fin du mois d'avril, Publicis Groupe a acquis les minoritaires de W&K détenant maintenant 100% du capital de cette agence chinoise renommée à cette occasion Leo Burnett Beijing Communications Co., Ltd.

Le 19 mai 2010 Publicis Groupe a acquis Resolute Communications Ltd, agence de conseil en communication santé stratégique. Fondée en 2002, Resolute Communications offre des programmes de communication santé englobant le conseil stratégique, la formation médicale et les relations publiques.

Resolute, dont le siège est à Londres, est également implantée à New York.

Resolute sera fusionnée avec Publicis Life Brands à Londres pour former la nouvelle entité Publicis Life Brands Resolute, qui comptera près d'une centaine de spécialistes de la communication. Cette nouvelle structure renforcera la position de leader de Publicis Healthcare Communications Group (PHCG) au Royaume-Uni.

## EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

### Compte de résultat consolidé simplifié

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	<b>2010/2009</b>
<b>Revenu</b>	<b>2 538</b>	<b>2 209</b>	<b>14,9%</b>
<b>Marge Opérationnelle</b>	<b>369</b>	<b>287</b>	<b>28,6%</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(17)	(15)	
Perte de valeur	0	(20)	
Autres produits et charges non courants	1	5	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>353</b>	<b>257</b>	<b>37,4%</b>
Résultat financier	(42)	(27)	
Impôt sur le résultat	(89)	(59)	
Mises en équivalence	0	1	
Intérêts minoritaires	(9)	(5)	
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>213</b>	<b>167</b>	<b>27,5%</b>

### Revenu du 1<sup>er</sup> semestre 2010

Le revenu consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2010 s'est élevé à 2 538 millions d'euros contre 2 209 millions au premier semestre 2009, en hausse de 14,9% (impact des effets de change : +55 millions).

La croissance organique est de 5,3%.

La croissance du premier semestre reflète la forte amélioration de l'investissement publicitaire après la chute historique due à la crise en 2009. Les grands réseaux, et particulièrement Leo Burnett et Publicis Worldwide ainsi que les activités médias ont su tirer parti de cette embellie, les activités numériques poursuivant leur forte croissance.

Le revenu consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2010 se répartit comme suit : 33% des revenus sont issus de la publicité, 20% des media, 47% des SAMS (toutes activités numériques incluses).

### Répartition du revenu du 1<sup>er</sup> semestre par zone géographique

Pour le premier semestre 2010, la répartition géographique du revenu est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Revenu</b>		<b>Croissance Organique</b>
	<b>1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	
Europe	805	738	+3,1%
Amérique du Nord	1 258	1 061	+6,6%
Asie-Pacifique	286	238	+6,0%
Amérique latine	126	109	+10,8%
Afrique et Moyen-Orient	63	63	-3,3%
<b>Total</b>	<b>2 538</b>	<b>2 209</b>	<b>+5,3%</b>

De même, la grande majorité des régions du monde, y compris l'Europe, ont renoué avec la croissance à l'exception de la zone Afrique et Moyen Orient qui pâtit encore de la crise de Dubaï, mais qui est en amélioration par rapport à l'année 2009.

L'Amérique du Nord poursuit sa croissance. Les Etats-Unis affichent une croissance organique de 7,2% tirés par une bonne croissance de toutes les agences et par l'importance de la

contribution des activités de la santé et enfin des activités numériques qui représentent 42,5% du revenu de cette région.

La région Asie Pacifique est en croissance, essentiellement grâce à l'Inde et au retour à la croissance de la Corée.

Tous les pays d'Amérique Latine, à l'exception du Chili, sont en croissance.

### Revenu du 2<sup>e</sup> trimestre 2010

Le revenu consolidé du 2<sup>e</sup> trimestre a été de 1 376 millions d'euros, soit en hausse de 21,3 % par rapport à des revenus de 1 134 millions pour la période équivalente de 2009 (impact des effets de change : +73 millions d'euros).

La croissance organique a été de +7,1% au deuxième trimestre, en amélioration par rapport à la croissance organique du 1<sup>er</sup> trimestre (+3,1%).

Le 2<sup>e</sup> trimestre a certes bénéficié d'un effet de base favorable, mais aussi de la poursuite du regain sensible d'activité des annonceurs observé durant le premier trimestre de l'année.

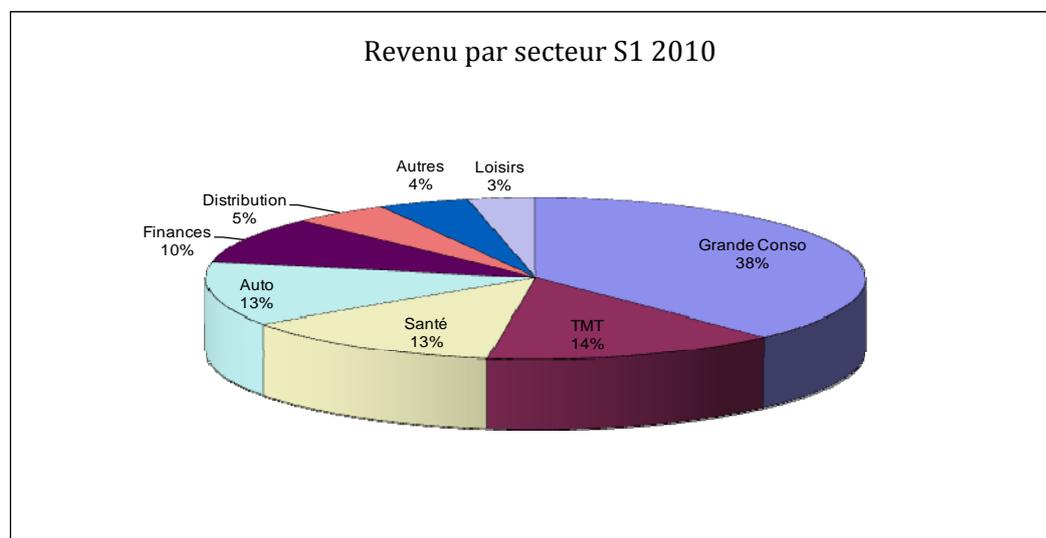
### Répartition du revenu 2<sup>e</sup> trimestre par zone géographique

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2010, la répartition géographique du revenu est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Revenu</i>		<i>Croissance Organique</i>
	<b>2<sup>e</sup> trimestre 2010</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre 2009</b>	
Europe	437	381	+7,3%
Amérique du Nord	679	535	+8,1%
Asie-Pacifique	154	123	+5,3%
Amérique latine	71	58	+11,5%
Afrique et Moyen-Orient	35	37	-10,4%
<b>Total</b>	<b>1 376</b>	<b>1 134</b>	<b>+7,1%</b>

On notera la bonne performance de l'Europe au deuxième trimestre. Seule la région Afrique Moyen Orient reste en territoire négatif, les effets dus à la crise de Dubaï étant encore perceptibles.

### Répartition du revenu du 1<sup>er</sup> semestre par secteur client



## Marge opérationnelle et résultat opérationnel

La marge opérationnelle avant amortissements atteint 422 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 333 millions au premier semestre 2009, en hausse de 26,7%.

La marge opérationnelle s'élève à 369 millions d'euros, comparée à 287 millions pour la même période de 2009, soit une hausse de 28,6%.

Le taux de marge opérationnelle pour le premier semestre de l'année 2010 ressort à 14,5%, contre 13% au premier semestre 2009. Ce taux reflète la forte amélioration de l'activité comparée au premier semestre 2009 qui voyait l'impact le plus fort de la crise et de la baisse du marché publicitaire et des investissements. Cette amélioration est également imputable à la poursuite d'une gestion rigoureuse des coûts, avec un ratio de coûts fixes de personnel par rapport aux revenus en amélioration. Les coûts opérationnels sont contenus, avec une augmentation de 2,4%, hors acquisitions et à taux de change constant.

Les amortissements des incorporels liés aux acquisitions se sont élevés à 17 millions d'euros contre 15 millions au premier semestre 2009.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée à la clôture du premier semestre 2010 (une perte de valeur de 20 millions avait été enregistrée au 30 juin 2009, essentiellement due à des pertes sur écarts d'acquisition et sur des créances General Motors).

Les produits non courants nets s'élèvent à 1 million d'euros, contre un produit net de 5 millions d'euros en 2009. Le résultat opérationnel est de 353 millions d'euros au premier semestre 2010, contre 257 millions pour la période équivalente en 2009.

## Autres postes du compte de résultat

Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est une charge de 42 millions d'euros contre une charge de 27 millions au premier semestre 2009. Cette dégradation du résultat financier a deux origines. D'une part l'augmentation du coût de l'endettement financier net, de 9 millions d'euros, provenant de la nouvelle Océane 2014, coût partiellement compensé par les économies sur l'Eurobond liées à la baisse des taux d'intérêts. D'autre part, l'impact des variations de change qui ont entraîné des pertes de change de 6 millions d'euros au premier semestre 2010 contre un gain net de 3 millions d'euros l'année précédente.

La charge d'impôt du semestre est de 89 millions d'euros, correspondant à un taux effectif d'imposition de 28,7%, en légère amélioration par rapport au premier semestre 2009 (29,2%).

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ressort à zéro comparé à 1 million l'année précédente.

Les intérêts minoritaires se sont élevés à 9 millions d'euros contre 5 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

Le résultat net, part du Groupe, est de 213 millions d'euros, supérieur de 27,5% à celui réalisé en 2009 (167 millions).

Le bénéfice net courant par action (tel que défini dans la note 8 des comptes consolidés condensés semestriels) s'est élevé à 1,09 euros et à 1,00 euro pour ce qui est du bénéfice net courant dilué par action, ce qui représente une augmentation par rapport au premier semestre de l'année précédente de respectivement 21% et 12%. Le bénéfice net par action s'est élevé à 1,04 euro et le bénéfice par action dilué à 0,95 euro, faisant ressortir une variation de respectivement 25% et 16%.

## Bilan et Trésorerie

### Bilan simplifié

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Ecart d'acquisition nets	<b>4 416</b>	3 928
Autres immobilisations incorporelles nettes	<b>937</b>	835
Autres immobilisations nettes	<b>635</b>	601
Impôts courant et différé	<b>(123)</b>	(125)
Besoin en fonds de roulement	<b>(1 532)</b>	(1 459)
<b>Total de l'actif</b>	<b>4 333</b>	<b>3 780</b>
Capitaux propres	<b>3 090</b>	2 813
Intérêts minoritaires	<b>21</b>	25
	<b>3 111</b>	<b>2 838</b>
Provision LT / CT	<b>604</b>	549
Endettement financier net	<b>618</b>	393
<b>Total du passif</b>	<b>4 333</b>	<b>3 780</b>
<b>Endettement net/capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>0,20</b>	<b>0,14</b>

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 2 813 millions d'euros au 31 décembre 2009 à 3 090 millions d'euros au 30 juin 2010. L'augmentation des capitaux propres est essentiellement due au résultat de la période ainsi qu'à l'impact de la variation des taux de change (422 millions d'euros), impact partiellement compensé par la distribution de dividendes de la société-mère (107 millions d'euros) et la diminution résultant des rachats nets d'actions propres (pour 249 millions d'euros, dont 218 millions d'euros, correspondant aux 7 500 000 actions acquises auprès de Dentsu, ont fait l'objet d'une annulation).

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 21 millions d'euros, contre 25 millions d'euros par rapport à l'année précédente.

### Endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Dettes financières (long et court terme)	2 039	2 054	2 010
Juste valeur du dérivé de couverture sur Eurobond 2012 et 2015 <sup>(1)</sup>	(25)	(22)	(13)
Juste valeur des dérivés sur prêts / emprunts intragroupe <sup>(1)</sup>	22	29	(24)
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	2 036	2 061	1 973
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 418)	(1 162)	(1 580)
<b>Endettement financier net</b>	<b>618</b>	<b>899</b>	<b>393</b>

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net est passé de 393 millions d'euros au 31 décembre 2009 à 618 millions d'euros au 30 juin 2010 : cette augmentation limitée de l'endettement net de 225 millions d'euros s'explique par la baisse des ressources de trésorerie, habituelle sur cette période de l'année, mais toutefois bien moins marquée que l'année dernière grâce à une moindre détérioration du besoin en fonds de roulement, permettant de compenser l'effet défavorable du rachat, en mai 2010, d'une partie de la participation de Dentsu au capital de Publicis Groupe pour 217, 5 millions d'euros.

Le ratio Dette nette / fonds propres est ainsi passé de 0,14 au 31 décembre 2009 à 0,20 au 30 juin 2010. La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2010 ressort à 673 millions d'euros contre 1 002 millions d'euros au premier semestre 2009, en diminution de plus de 300 millions d'euros.

Le niveau de liquidités disponibles du Groupe reste extrêmement satisfaisant, à 3 786 millions d'euros (3 573 millions hors lignes non confirmées) au 30 juin 2010, en légère diminution par rapport au 31 décembre 2009 (3 968 millions d'euros dont 3 735 millions hors lignes non confirmées).

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité se sont traduits par un excédent de 45 millions d'euros au premier semestre 2010 contre un besoin de (267) millions en 2009. Le besoin en fonds de roulement a connu une dégradation habituelle à cette période à hauteur de 266 millions d'euros mais toutefois moins importante qu'au premier semestre 2009 (495 millions d'euros). L'impôt payé a été de 103 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 86 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente. Les intérêts payés se sont élevés à 36 millions d'euros au premier semestre 2010, contre un décaissement de 51 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente, la diminution étant principalement liée à la baisse des taux variables résultant du swap de taux d'intérêt sur l'Eurobond (impact de 10 millions d'euros). Les intérêts reçus ont diminué par rapport à 2009, passant de 10 à 7 millions d'euros.

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 86 millions d'euros au premier semestre 2010 contre une utilisation de 100 millions l'année précédente. Les investissements en immobilisations (nets) ont été de 34 millions d'euros contre 33 millions d'euros en 2009. Les acquisitions de filiales et d'autres immobilisations financières (nettes de cessions) ont représenté un investissement de 52 millions au cours du premier semestre 2010 (contre 67 millions d'euros en 2009).

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les dividendes versés, la variation des emprunts et les opérations sur les actions propres et bons de souscription d'actions émis par la société. Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 309 millions d'euros au premier semestre 2010, qui comprend des rachats nets d'actions propres pour 249 millions d'euros, soit 218 millions d'euros de rachats auprès de Dentsu et de 73 millions d'euros par l'intermédiaire d'UBS, diminués du produit de l'exercice de stock-option et de quelques autres mouvements pour (42) millions d'euros. Au premier semestre 2009, les flux nets faisaient ressortir un excédent de 605 millions d'euros, provenant essentiellement du produit de placement de l'Océane 2014 lancée en juin 2009.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 177 millions d'euros, contre une augmentation de 272 millions d'euros l'année précédente.

## Free cash flow

Le free cash flow du Groupe, hors variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR), est en forte progression (+42% par rapport à l'année précédente), pour s'établir à 277 millions d'euros. Cette augmentation est directement liée à l'amélioration de la marge opérationnelle avant amortissements ainsi qu'à la moindre dégradation du besoin en fonds de roulement par rapport à l'année précédente.

Cet indicateur est utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession de participations et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du free cash flow du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) :

<i>(en millions d'euros)</i>		
	30 juin 2010	30 juin 2009
Marge opérationnelle avant amortissements	422	333
Intérêts nets payés	(28)	(41)
Impôt payé	(103)	(86)
Autres	20	22
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR</b>	<b>311</b>	<b>228</b>
Investissements en immobilisations (nets)	(34)	(33)
<b>Free cash flow avant variation du BFR</b>	<b>277</b>	<b>195</b>

## Principales transactions entre parties liées

Le 10 mai 2010, suite à la déclaration d'intention de Dentsu de vendre une partie des titres Publicis qu'il détenait au travers de la SEP Dentsu - Badinter, Publicis Groupe S.A. s'est porté acquéreur, en vue de leur annulation, d'un bloc de 7 500 000 actions pour un prix total de 218 millions d'euros. Ces actions ont été immédiatement annulées.

Après cette transaction, Dentsu détient toujours globalement plus de 10% du capital, ce qui lui permet de maintenir sa participation au Conseil, avec deux membres.

Le concert Mme Badinter / Dentsu conserve plus d'un tiers des droits de vote exprimables en assemblée générale, tandis que les droits de vote du concert tels que calculés par l'AMF pour les déclarations de franchissement de seuil (à savoir en attribuant un droit de vote « théorique » aux actions auto-détenues) passent de 36,89% à 33,09%. Une déclaration de franchissement à la baisse du seuil du tiers en droits de vote a donc été faite en conséquence par le concert.

Le pacte entre Dentsu et Publicis reste en vigueur et n'est pas modifié par l'opération.

Cette opération a été signalée aux Commissaires aux Comptes et sera soumise au vote lors de la prochaine Assemblée Générale statuant sur les comptes 2010.

## **PUBLICIS GROUPE S.A. (Société-mère du Groupe)**

Le revenu de Publicis Groupe S.A. est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe. Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 18 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 13 millions d'euros l'année précédente. Il inclut la refacturation aux sociétés du Groupe de la quote-part leur revenant dans le coût du plan d'actions gratuites attribué en 2009 dans le cadre du plan de « co-investissement » pour un montant de 10 millions d'euros.

Les produits financiers se sont élevés à 83 millions d'euros au premier semestre 2010 contre 140 millions d'euros au premier semestre 2009, montant qui comprenait, à hauteur de 54 millions d'euros, une reprise de provisions pour risques sur actions propres.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 21 millions d'euros contre 11 millions d'euros l'année précédente, les charges de 2010 incluant une dotation aux provisions pour risques et charges de 10 millions d'euros relative aux actions propres, correspondant au coût, étalé sur la période d'acquisition des droits, des différents plans (actions gratuites et stock option).

Les charges financières s'élèvent à 62 millions d'euros pour le premier semestre 2010, d'un montant en léger recul par rapport à celui de l'année précédente (64 millions d'euros). Ce recul s'explique principalement par la réduction du coût des emprunts Eurobond 2012-2015, swapés à taux variable, qui est passé de 12 millions d'euros pour le premier semestre 2009 à 7 millions d'euros en 2010 ; cette économie se trouve partiellement compensée par le surcoût lié à l'émission, en juin 2009, de la nouvelle Océane 2014.

Le résultat courant avant impôts est un produit de 18 millions d'euros contre un bénéfice de 78 millions d'euros au 30 juin 2009.

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel de 1 million d'euros, résultant de la cession de notre participation de 10% dans Europe 1 Immobilier (contre un résultat exceptionnel net de 4 millions d'euros en 2009) et d'un effet fiscal « positif » (crédit d'impôt) de 16 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société-mère du groupe, ressort en bénéfice de 35 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 96 millions d'euros au premier semestre 2009.

## **Finances**

En tout début d'année 2010 est intervenu le remboursement anticipé, exercé au gré des porteurs, d'une partie de l'Océane 2018 encore en circulation. Conformément au contrat, tout Obligataire a pu demander le remboursement de tout ou partie de ses Océane au prix de remboursement anticipé de 45,19 euros par Océane. A la date de remboursement anticipé, soit le 18 janvier 2010, 617 985 Océane ont été remboursées pour un montant total de 28 millions d'euros. Le nombre de ces Océane restant en circulation après cette date est de 2 624 538, soit 14,9% du nombre d'obligations initialement émises (17 624 521).

Par ailleurs, en accord avec l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 9 juin 2009, Publicis Groupe S.A. a conclu en date du 8 janvier 2010, un contrat avec un intermédiaire habilité en vue d'acquérir 2,7 millions d'actions Publicis Groupe. Le programme a été autorisé pour une durée de dix-huit mois à compter du 9 juin 2009, soit jusqu'au 8 décembre 2010. A ce jour 2 482 440 actions ont été acquises au travers de ce programme.

Le 10 mai 2010 Publicis Groupe a racheté auprès de Dentsu Inc., en vue de leur annulation, un bloc de 7 500 000 de ses propres actions, détenues par la SEP Dentsu-Badinter, pour un prix de 217,5 millions d'euros, soit 29 euros par action. Ces actions ont été immédiatement annulées.

## **Événements récents**

### **Acquisitions**

Le 12 juillet Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de G4, agence de publicité basée à Beijing. Créée en 2009, l'agence G4 propose des solutions en communication intégrée dont la publicité, le design et le conseil stratégique pour Nestlé en Chine.

G4 qui compte une trentaine de collaborateurs, a pris le nom de Publicis G4 et s'enrichit de l'équipe Nestlé de Publicis Beijing. La réunion au sein de Publicis G4, des compétences et des moyens dédiés à Nestlé, permettra d'offrir à ce grand client un accompagnement renforcé sur tout le territoire chinois.

### **New Business**

Le début du deuxième semestre 2010 reste actif en gains de nouveaux budgets avec notamment le gain des budgets Cadillac, Petrobras (Brésil), Randstad (Grande-Bretagne), Burger King (Singapour).

### **Perspectives**

Pour la troisième fois consécutive ZenithOptimedia corrige ses prévisions à la hausse, les portant à 3,5% de croissance de l'investissement publicitaire mondial pour 2010 après des prévisions de croissance à 2,2% estimées en avril et de 0,9% à la fin de l'année 2009. Cette hausse marquée des prévisions confirme l'amélioration du marché après une année 2009 qui avait vu une très forte baisse des investissements publicitaires dans le monde.

Après un taux de croissance organique de 3,1% au premier trimestre, le taux de croissance du second trimestre s'établit à 7,1%, la croissance pour l'ensemble du premier semestre étant de 5,3%.

Ces taux de croissance constituent une excellente performance et témoignent de choix stratégiques fructueux, les activités numériques poursuivant leur expansion dans tous les réseaux du groupe et créant les conditions favorables à l'innovation et à la création de valeur. Les économies émergentes renouent avec des croissances plus conformes à leur développement et ouvrent de nouvelles perspectives au groupe. Ces deux piliers sont garants de croissances présentes et à venir.

Les investissements dans les talents et le numérique restent d'actualité et sont rendus possibles par une bonne maîtrise des coûts et une situation financière très solide.

Dans ce contexte de retour à une croissance élevée dans diverses économies émergentes, notamment en Chine, ainsi que d'une reprise aux Etats-Unis, bien que stabilisée depuis le mois de mai, et d'une bonne tenue de certains pays européens, dont la France et le Royaume Uni, Publicis Groupe confirme ses objectifs d'une croissance supérieure à celle du marché pour l'année 2010.

### III. Comptes consolidés condensés semestriels

#### Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	2009
<b>Revenu</b>		<b>2 538</b>	<b>2 209</b>	<b>4 524</b>
Charges de personnel	3	(1 613)	(1 423)	(2 812)
Autres charges opérationnelles		(503)	(453)	(940)
<b>Marge opérationnelle avant amortissements</b>		<b>422</b>	<b>333</b>	<b>772</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	(53)	(46)	(92)
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>369</b>	<b>287</b>	<b>680</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	(17)	(15)	(30)
Perte de valeur	4	-	(20)	(28)
Autres produits et charges non courants	5	1	5	7
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>353</b>	<b>257</b>	<b>629</b>
Charges financières		(40)	(34)	(73)
Produits financiers		6	9	12
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>6</b>	<b>(34)</b>	<b>(25)</b>	<b>(61)</b>
Autres charges et produits financiers	6	(8)	(2)	(9)
<b>Résultat avant impôt des entreprises consolidées</b>		<b>311</b>	<b>230</b>	<b>559</b>
Impôt sur le résultat	7	(89)	(59)	(146)
<b>Résultat net des entreprises consolidées</b>		<b>222</b>	<b>171</b>	<b>413</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	-	1	4
<b>Résultat net</b>		<b>222</b>	<b>172</b>	<b>417</b>
Dont :				
- Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		9	5	14
<b>- Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du groupe)</b>		<b>213</b>	<b>167</b>	<b>403</b>
<b>Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>8</b>			
Nombre d'actions		204 545 563	200 760 562	202 257 125
Bénéfice net par action		1,04	0,83	1,99
Nombre d'actions dilué		237 073 116	206 261 458	220 867 344
Bénéfice net par action – dilué		0,95	0,82	1,90

## Etat de résultat global consolidé

(en millions d'euros)

	30 juin 2010	30 juin 2009	2009
<b>Résultat net de la période (a)</b>	<b>222</b>	<b>172</b>	<b>417</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
- Réévaluation des titres disponibles à la vente	(1)	4	12
- Gains et pertes actuariels sur régime à prestations définies	(24)	(16)	(4)
- Réserve de conversion	431	(12)	(59)
- Impôts différés relatifs aux autres éléments du résultat global	7	5	1
<b>Total des autres éléments du résultat global (b)</b>	<b>413</b>	<b>(19)</b>	<b>(50)</b>
<b>Résultat global de la période (a) + (b)</b>	<b>635</b>	<b>153</b>	<b>367</b>
Dont :			
- Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	18	7	17
- Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)	617	146	350

## Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2010	31 décembre 2009
<b>Actif</b>			
Écarts d'acquisition nets	9	4 416	3 928
Immobilisations incorporelles nettes		937	835
Immobilisations corporelles nettes		480	458
Impôts différés actifs		96	73
Titres mis en équivalence	10	42	49
Autres actifs financiers	11	113	94
<b>Actifs non courants</b>		<b>6 084</b>	<b>5 437</b>
Stocks et en-cours de production		406	290
Clients et comptes rattachés		5 941	4 875
Autres créances et actifs courants		609	548
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 418	1 580
<b>Actifs courants</b>		<b>8 374</b>	<b>7 293</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>14 458</b>	<b>12 730</b>
<b>Passif</b>			
Capital		76	79
Réserves consolidées, part du Groupe		3 014	2 734
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)</b>	12	<b>3 090</b>	<b>2 813</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		21	25
<b>Total capitaux propres</b>		<b>3 111</b>	<b>2 838</b>
Dettes financières à plus d'un an	14	1 812	1 796
Impôts différés passifs		235	214
Provisions à long terme	13	499	449
<b>Passifs non courants</b>		<b>2 546</b>	<b>2 459</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		6 858	5 835
Dettes financières à moins d'un an	14	227	214
Dettes d'impôts sur les sociétés		75	63
Provisions à court terme	13	105	100
Autres dettes et passifs courants		1 536	1 221
<b>Passifs courants</b>		<b>8 801</b>	<b>7 433</b>
<b>Total du passif</b>		<b>14 458</b>	<b>12 730</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	2009
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>			
Résultat net	222	172	417
Neutralisation des produits et charges calculés :			
Impôt sur le résultat	89	59	146
Coût de l'endettement financier net	34	25	61
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(1)	(4)	(10)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	70	81	150
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	15	12	24
Autres produits et charges calculés	3	5	11
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	(1)	(4)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	11	6	9
Impôt payé	(103)	(86)	(157)
Intérêts financiers payés	(36)	(51)	(75)
Intérêts financiers encaissés	7	10	16
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité <sup>(1)</sup>	(266)	(495)	59
<b>Flux net de trésorerie liés à l'activité (I)</b>	<b>45</b>	<b>(267)</b>	<b>647</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(35)	(33)	(74)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	-	10
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(5)	3	10
Acquisitions de filiales	(48)	(70)	(298)
Cessions de filiales	1	-	1
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (II)</b>	<b>(86)</b>	<b>(100)</b>	<b>(351)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Augmentation de capital	-	-	-
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	-	-	(107)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées	(14)	(15)	(26)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	13	734	744
Remboursement des emprunts	(59)	(115)	(108)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et de BSA	(249)	1	5
Encaissements provenant des opérations de couverture	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (III)</b>	<b>(309)</b>	<b>605</b>	<b>508</b>
<b>Incidence des variations de taux de change (IV)</b>	<b>173</b>	<b>34</b>	<b>(94)</b>
<b>Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)</b>	<b>(177)</b>	<b>272</b>	<b>710</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	1 580	867	867
Soldes créditeurs de banques au 1 <sup>er</sup> janvier	(33)	(30)	(30)
Trésorerie à l'ouverture	1 547	837	837
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 418	1 162	1 580
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(48)	(53)	(33)
Trésorerie à la clôture	1 370	1 109	1 547
<b>Variation de la trésorerie consolidée</b>	<b>(177)</b>	<b>272</b>	<b>710</b>
<i>(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
Variation des stocks et en-cours de production	(73)	31	29
Variation des créances clients et autres créances	(458)	729	160
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	265	(1 255)	(130)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>(266)</b>	<b>(495)</b>	<b>59</b>

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux Propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Total capitaux propres
178 854 301	1er janvier 2009	78	2 553	(105)	(315)	109	2 320	30	2 350
	Résultat net			167			167	5	172
	<b>Autres éléments du résultat global :</b>								
	Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente					4	4		4
	Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies			(11)			(11)		(11)
	Ecart de change				(14)		(14)	2	(12)
	<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	<b>(11)</b>	<b>(14)</b>	<b>4</b>	<b>(21)</b>	<b>2</b>	<b>(19)</b>
	<b>Total des produits et charges de la période</b>	-	-	<b>156</b>	<b>(14)</b>	<b>4</b>	<b>146</b>	<b>7</b>	<b>153</b>
	Composante capitaux propres de l'OCEANE 2014			49			49		49
	Dividendes			(107)			(107)	(15)	(122)
	Rémunérations fondées sur des actions			12			12		12
	Intérêts complémentaires sur Oranes			(3)			(3)		(3)
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle						-	3	3
72 910	Achats/Ventes d'actions propres			1			1		1
178 927 211	30 juin 2009	78	2 553	3	(329)	113	2 418	25	2 443

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux Propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Total capitaux propres
187 168 768	1er janvier 2010	79	2 600	390	(377)	121	2 813	25	2 838
	Résultat net			213			213	9	222
	<b>Autres éléments du résultat global :</b>								
	Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente					(1)	(1)		(1)
	Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies			(17)			(17)		(17)
	Ecart de change				422		422	9	431
	<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	<b>(17)</b>	<b>422</b>	<b>(1)</b>	<b>404</b>	<b>9</b>	<b>413</b>
	<b>Total des produits et charges de la période</b>	-	-	<b>196</b>	<b>422</b>	<b>(1)</b>	<b>617</b>	<b>18</b>	<b>635</b>
	Dividendes			(107)			(107)	(14)	(121)
	Rémunérations fondées sur des actions			19			19		19
	Intérêts complémentaires sur Oranes			(3)			(3)		(3)
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle						-	(8)	(8)
(7 500 000)	Annulation d'actions de Publicis Groupe SA	(3)	(215)				(218)		(218)
(807 764)	Achats/Ventes d'actions propres			(31)			(31)		(31)
178 861 004	30 juin 2010	76	2 385	464	45	120	3 090	21	3 111

## **Notes annexes aux états financiers consolidés**

### **Note 1. Règles et méthodes comptables**

Les comptes consolidés du Groupe Publicis sont établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS applicables au 30 juin 2010 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe Publicis, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2010 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 22 juillet 2010 et examinés par le Conseil de Surveillance du 28 juillet 2010.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2010 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire".

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009, à l'exception des évolutions normatives mentionnées qui concernent IFRS 3 (Révisée) : Regroupements d'entreprise et IAS 27 (Révisée) : Etats financiers consolidés et individuels.

#### **Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et engagements de rachat d'intérêt ne donnant pas le contrôle contractés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010**

- Ces normes sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.
- Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 ont été comptabilisés selon les principes décrits dans la Note 1.2 Principe et méthode comptable de l'annexe aux états financiers consolidés du Document de Référence 2009 (page 141).
- Par ailleurs, le traitement comptable des engagements de rachats d'intérêts ne donnant pas le contrôle est également présenté dans la même note (page 146) et demeure inchangé pour les engagements donnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### **Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010**

- Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés de la manière suivante :
  - les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition,
  - la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est évaluée soit à la juste valeur, soit en retenant la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.
- Les coûts liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période et sont présentés sur la ligne " Autres charges opérationnelles" du compte de résultat consolidé.
- Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un

an à compter de la date d'acquisition, tout changement de cette juste valeur sera constaté en résultat. A l'intérieur de ce délai d'un an, les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition seront également comptabilisés en résultat. Les autres changements seront comptabilisés en contrepartie de l'écart d'acquisition.

- A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :
  - la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat et,
  - le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

#### **Engagements de rachat d'intérêt ne donnant pas le contrôle contractés concomitamment à des regroupements d'entreprises**

- Dans l'attente d'une interprétation IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, le traitement comptable suivant a été retenu en application des normes IFRS en vigueur et en conformité avec la recommandation de l'AMF :
  - lors de la comptabilisation initiale, ces engagements sont comptabilisés en dettes financières pour la valeur actualisée du montant de rachat, avec pour contrepartie les intérêts minoritaires et pour le solde, l'écart d'acquisition,
  - la variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement des capitaux propres considérant qu'il s'agit d'une transaction entre actionnaires.

#### **Acquisition complémentaire de titres après la prise de contrôle exclusif**

- Lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée exclusivement, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition.

#### **Cession de titres sans perte de contrôle exclusif**

- Lors d'une opération de cession partielle de titres d'une entité contrôlée exclusivement, cette opération ne modifiant pas le contrôle exercé sur cette entité, l'écart entre la juste valeur du prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur cession est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition.

#### **Cession de titres avec perte de contrôle exclusif**

- La perte de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.
- Toute participation résiduelle conservée est ainsi réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

Par ailleurs, l'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- Amélioration des IFRS , norme publiée en avril 2009
- Amendements d'IFRS 5 : Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées
- Amendement d'IAS 32 : Classement des droits de souscription émis
- Amendements d'IFRS 2 : Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie
- Amendement d'IAS 39 : Instruments financiers : comptabilisation et évaluation - éléments éligibles à la comptabilité de couverture
- IFRIC 12 : Accord de concession de services
- IFRIC 15 : Contrats de construction de biens immobiliers
- IFRIC 16 : Couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger
- IFRIC 17 : Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires
- IFRIC 18 : Transferts d'actifs provenant de clients

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts après le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Groupe Publicis a décidé de ne pas les appliquer par anticipation.

## Note 2. Variations du périmètre

Aucune acquisition ni cession significative n'est intervenue pendant la période.

## Note 3. Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements, congés payés ainsi que les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>
Rémunérations	(1 244)	(1 123)
Charges sociales	(211)	(188)
Avantages postérieurs à l'emploi	(38)	(36)
Charge relative aux paiements fondés sur des actions	(15)	(12)
Intérimaires et « free-lance »	(105)	(64)
<b>Total</b>	<b>(1 613)</b>	<b>(1 423)</b>

### Évolution et répartition des effectifs par zone géographique :

	30 juin 2010	30 juin 2009
Europe	15 304	15 694
Amérique du Nord	16 432	13 917
Reste du monde	14 404	13 209
<b>Total</b>	<b>46 140</b>	<b>42 820</b>

### Note 4. Dotations aux amortissements et perte de valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(10)	(6)
Amortissement des immobilisations corporelles	(43)	(40)
<b>Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)</b>	<b>(53)</b>	<b>(46)</b>
<b>Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions</b>	<b>(17)</b>	<b>(15)</b>
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	-	(11)
Perte de valeur sur instruments financiers		(9)
<b>Perte de valeur</b>	<b>-</b>	<b>(20)</b>
<b>Total des dotations aux amortissements et perte de valeur</b>	<b>(70)</b>	<b>(81)</b>

En l'absence d'indice de perte de valeur externe ou interne (Indicateur du secteur en forte baisse, forte baisse générale de l'activité sur une unité génératrice de trésorerie ou sur une marque, baisse d'activité sur un client majeur de l'unité génératrice de trésorerie ou des relations clients...), il n'a pas été nécessaire de réaliser, au 30 juin 2010, des tests de dépréciation tant sur les unités génératrices de trésorerie que sur les immobilisations incorporelles.

### Note 5. Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	2	-
Autres produits et charges non courants	(1)	5
<b>Autres produits et charges non courants</b>	<b>1</b>	<b>5</b>

## Note 6. Charges et produits financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(36)	(30)
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	(4)	(4)
<b>Charges financières</b>	<b>(40)</b>	<b>(34)</b>
Produits financiers	6	9
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(34)</b>	<b>(25)</b>
Pertes et gains de change	41	45
Variation de la juste valeur des dérivés	(47)	(42)
Coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme (au taux de 5%)	-	(1)
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(3)	(5)
Dividendes reçus hors groupe	1	1
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>(8)</b>	<b>(2)</b>
<b>Total (charges) et produits financiers nets</b>	<b>(42)</b>	<b>(27)</b>

## Note 7. Impôt sur le résultat

### Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire au 30 juin 2010 est calculée en appliquant au résultat avant impôt retraité de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice complet.

Sur la base du résultat avant impôt et de l'impôt retraités, le taux effectif d'impôt s'établit à 28,7 % au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 29,2% au 1<sup>er</sup> semestre 2009 :

Le taux d'impôt effectif ressort à :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>
<b>Résultat avant impôt des entreprises consolidées</b>	<b>311</b>	<b>230</b>
Perte de valeur sur écarts d'acquisition à l'exclusion de la perte liée à l'utilisation de pertes fiscales non reconnues lors de l'acquisition Bcom3	-	10
<b>Résultat avant impôt retraité</b>	<b>311</b>	<b>240</b>
<b>Impôt constaté au compte de résultat</b>	<b>(89)</b>	<b>(59)</b>
Impôt différé actif lié à l'Océane 2014 <sup>(1)</sup>	-	(11)
<b>Impôt constaté au compte de résultat retraité</b>	<b>(89)</b>	<b>(70)</b>
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>28,7%</b>	<b>29,2%</b>

(1) Effet au 30 juin 2009 de l'impôt différé actif reconnu à hauteur des impôts différés passifs comptabilisés sur la part capitaux propres de l'Océane 2014

### Effet impôt sur les autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>			<b>30 juin 2009</b>		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente	(1)	-	(1)	4	-	4
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies	(24)	7	(17)	(16)	5	(11)
Écarts de change	431	-	431	(12)	-	(12)
<b>Total</b>	<b>406</b>	<b>7</b>	<b>413</b>	<b>(24)</b>	<b>5</b>	<b>(19)</b>

## Note 8. Bénéfice net par action

### Bénéfice net par action (de base et dilué)

<i>(en millions d'euros, sauf les actions)</i>		<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	a	213	167
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt <sup>(1)</sup>		13	2
Résultat net part du Groupe – dilué	b	226	169
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Nombre d'actions moyen composant le capital social		195 469 852	196 020 983
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(11 231 966)	(17 130 227)
Actions à remettre en remboursement des Oranes		20 307 677	21 869 806
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	c	204 545 563	200 760 562
<i>Impact des instruments dilutifs : <sup>(2)</sup></i>			
- Actions gratuites et stock-options dilutifs		3 904 161	1 045 823
- Bons de Souscription d'Actions (BSA)		172 692	-
- Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles <sup>(1)</sup>		28 450 700	4 455 073
Nombre d'actions dilué	d	237 073 116	206 261 458
<i>(en euros)</i>			
<b>Bénéfice net par action</b>	a/c	<b>1,04</b>	<b>0,83</b>
<b>Bénéfice net par action – dilué</b>	b/d	<b>0,95</b>	<b>0,82</b>

(1) En 2010 et 2009, les Océanes 2018 et 2014 sont prises en compte dans le calcul (en 2009, sur le mois de juin seulement pour l'Océane 2014, émise en juin 2009).

(2) Seuls les stock-options et BSA ayant un effet dilutif, c'est-à-dire dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de la période, sont pris en considération.

## Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

<i>(en millions d'euros, sauf les actions)</i>		<b>30 juin 2010</b>	<b>30 juin 2009</b>
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant <sup>(1)</sup></b>			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		213	167
<i>Eléments exclus :</i>			
- Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt		10	9
- Perte de valeur, nette d'impôt		-	16
- Impôt différé actif lié à l'Océane 2014 <sup>(2)</sup>		-	(11)
Résultat net courant part du Groupe	e	223	181
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt		13	2
Résultat net courant part du Groupe – dilué	f	236	183
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Nombre d'actions moyen composant le capital social		195 469 852	196 020 983
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(11 231 966)	(17 130 227)
Actions à remettre en remboursement des Oranes		20 307 677	21 869 806
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	c	204 545 563	200 760 562
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
- Actions gratuites et stock-options dilutifs		3 904 161	1 045 823
- Bons de Souscription d'Actions (BSA)		172 692	-
- Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles		28 450 700	4 455 073
Nombre d'actions dilué	d	237 073 116	206 261 458
<i>(en euros)</i>			
<b>Bénéfice net courant par action <sup>(1)</sup></b>	e/c	<b>1,09</b>	<b>0,90</b>
<b>Bénéfice net courant par action - dilué <sup>(1)</sup></b>	f/d	<b>1,00</b>	<b>0,89</b>

(1) BNPA avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, perte de valeur et impôt différé actif lié à l'Océane 2014.

(2) Effet de l'impôt différé actif reconnu à hauteur de l'impôt différé passif comptabilisé sur la part de l'Océane 2014 enregistrée en capitaux propres.

En janvier 2010, la société a procédé au remboursement en numéraire de 617 985 Océanes 2018, suite à l'exercice partiel de l'option de remboursement anticipé par les porteurs d'obligations, supprimant ainsi un nombre équivalent d'actions potentiellement dilutives.

Par ailleurs, la société a racheté, en mai 2010, 7 500 000 actions détenues par la SEP Dentsu-Badinter en vue de leur annulation immédiate supprimant ainsi un nombre équivalent d'actions composant le capital social.

## Note 9. Ecarts d'acquisition

Publicis a opté pour la possibilité de ne pas retraiter la classification et les méthodes antérieures de comptabilisation des regroupements d'entreprises intervenus avant la date de transition aux IFRS. A compter de cette date, les regroupements d'entreprises sont traités conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 et les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ne sont plus amortis.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, date de transition, la valeur brute comptable des écarts d'acquisition en IFRS est égale à la valeur brute des écarts d'acquisition en normes françaises diminuée des amortissements cumulés.

L'analyse des principaux écarts d'acquisition sur les sociétés consolidées est la suivante :

### Variation des écarts d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
<b>1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>3 817</b>	<b>(124)</b>	<b>3 693</b>
Acquisitions	293	-	293
Perte de valeur	-	(26)	(26)
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle <sup>(1)</sup>	23	-	23
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Change et divers	(59)	4	(55)
<b>31 décembre 2009</b>	<b>4 074</b>	<b>(146)</b>	<b>3 928</b>
Acquisitions	26	-	26
Perte de valeur	-	-	-
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle <sup>(1)</sup>	4	-	4
Cessions et sorties d'actifs	(1)	1	-
Change et divers	470	(12)	458
<b>30 juin 2010</b>	<b>4 573</b>	<b>(157)</b>	<b>4 416</b>

*(1) Dans l'attente d'une interprétation de l'IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, les engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisés en dettes financières avec pour contrepartie les participations ne donnant pas le contrôle le solde étant comptabilisé en écart d'acquisition. Tout mouvement ultérieur des participations ne donnant pas le contrôle ainsi que toute réévaluation de l'engagement modifie l'écart d'acquisition pour les engagements antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010.*

Concernant l'acquisition de Razorfish en octobre 2009, les clauses d'ajustement de prix et des éléments identifiés postérieurement, ont fait varier l'écart d'acquisition d'un montant inférieur à 1 million d'euros, depuis la date d'acquisition.

## Note 10. Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 42 millions d'euros au 30 juin 2010 (contre 49 millions d'euros au 31 décembre 2009).

<i>(en millions d'euros)</i>	Titres mis en équivalence
<b>Montant au 1<sup>er</sup> Janvier 2010</b>	<b>49</b>
Entrées de périmètre	-
Sorties de périmètre	-
Quote-part de résultat	-
Dividendes versés	(11)
Effet de change et autres	4
<b>Montant au 30 juin 2010</b>	<b>42</b>

Les principales sociétés mises en équivalence sont Bartle Bogle Hegarty (BBH), Bromley Communications, Burrell Communications et Dentsu Razorfish. Au 30 juin 2010, les valeurs au bilan de BBH, Bromley Communications, Burrell Communications et Dentsu Razorfish s'élèvent respectivement à 13 millions, 7 millions, 6 millions et 4 millions d'euros.

iSe, société créée en 2003 conjointement entre Publicis (45%) et Dentsu (45%), a géré le programme « Hospitality and Prestige Ticketing » de la coupe du monde de football 2006. Cette société qui était en cours de liquidation depuis 2007 a été dissoute au 1<sup>er</sup> semestre 2010.

## Note 11. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie "disponibles à la vente".

La partie à moins d'un an des autres actifs financiers non courants a été classée en actifs courants.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actifs financiers disponibles à la vente		
- Titres IPG	28	25
- Autres	7	7
Créances rattachées à des participations	6	5
Autres actifs financiers non courants	100	84
<b>Valeur brute</b>	<b>141</b>	<b>121</b>
Dépréciation	(28)	(27)
<b>Valeur nette</b>	<b>113</b>	<b>94</b>

## Note 12. Capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté avec les autres états financiers consolidés.

### Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Capital social au 1 <sup>er</sup> janvier	197 583 112	196 020 983
Augmentation de capital	-	1 562 129
Annulation d'actions	(7 500 000)	-
<b>Actions composant le capital social en fin de période</b>	<b>190 083 112</b>	<b>197 583 112</b>
Auto-détention en fin de période	(11 222 108)	(10 414 344)
<b>Actions en circulation en fin de période</b>	<b>178 861 004</b>	<b>187 168 768</b>

Le 10 mai 2010, suite à la déclaration d'intention de Dentsu de vendre une partie des titres Publicis qu'il détenait au travers de la SEP Dentsu – Badinter, Publicis Groupe S.A. s'est porté acquéreur, en vue de leur annulation, d'un bloc de 7 500 000 actions pour un prix total de 217,5 millions d'euros. Ces actions ont été immédiatement annulées.

Le capital social s'élève au 30 juin 2010 à 76 033 245 euros, divisé en 190 083 112 actions de 0,40 euro nominal.

### Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2010

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto détenues a évolué comme suit au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 :

	Nombre d'actions	Valeur brute (en millions d'euros)
<b>Actions propres détenues au 31 décembre 2009 <sup>(1)</sup></b>	<b>10 414 344</b>	<b>272</b>
Acquisitions (hors contrat de liquidité)	2 487 959	73
Cessions (levées de stock-options)	(1 747 140)	(46)
Rachat de titres détenus par la SEP Dentsu-Badinter	7 500 000	218
Annulation des titres rachetés à la SEP Dentsu-Badinter	(7 500 000)	(218)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	66 945	2
<b>Actions propres détenues au 30 juin 2010 <sup>(1)</sup></b>	<b>11 222 108</b>	<b>301</b>

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité (3 500 actions au 31 décembre 2009 et 70 445 actions au 30 juin 2010)

### Dividendes

Publicis Groupe SA a procédé au versement de 107 millions d'euros de dividendes le 5 juillet 2010. Ce versement ne sera assorti d'aucun impact fiscal.

## Note 13. Provisions pour risques et charges

<i>(en millions d'euros)</i>	Restruc- turation	Engagements immobiliers	Sous- Total	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Litiges	Autres	Total
<b>1<sup>er</sup> Janvier 2009</b>	<b>25</b>	<b>83</b>	<b>108</b>	<b>262</b>	<b>25</b>	<b>174</b>	<b>569</b>
Dotations	22	14	36	19	6	43	104
Utilisations	(20)	(19)	(39)	(32)	(14)	(25)	(110)
Autres reprises	(1)	(6)	(7)	-	(1)	(6)	(14)
Variations de périmètre	-	11	11	-	-	1	12
Pertes (gains) actuariels <sup>(1)</sup>	-	-	-	4	-	-	4
Change et divers	(2)	(5)	(7)	(5)	1	(5)	(16)
<b>31 décembre 2009</b>	<b>24</b>	<b>78</b>	<b>102</b>	<b>248</b>	<b>17</b>	<b>182</b>	<b>549</b>
Dotations	5	6	11	9	5	20	45
Utilisations	(15)	(10)	(25)	(19)	(2)	(12)	(58)
Autres reprises	-	(10)	(10)	-	-	(3)	(13)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Pertes (gains) actuariels <sup>(1)</sup>	-	-	-	24	-	-	24
Change et divers	4	10	14	26	1	16	57
<b>30 juin 2010</b>	<b>18</b>	<b>74</b>	<b>92</b>	<b>288</b>	<b>21</b>	<b>203</b>	<b>604</b>
Dont à court terme	12	18	30	31	9	35	105
Dont à long terme	6	56	62	257	12	168	499

(1) Les taux d'actualisation recommandés par un expert indépendant et retenus par le Groupe sont les suivants (taux moyens pondérés)

	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi			Total Groupe
	Amérique du Nord	Europe	Reste du monde	Total	Amérique du Nord	Europe	Total	
30 juin 2010	5,00%	5,09%	1,30%	5,01%	5,00%	5,50%	5,07%	5,02%
31 décembre 2009	5,50%	5,55%	1,75%	5,50%	5,50%	5,80%	5,55%	5,50%

## Note 14. Emprunts et dettes financières

Nombre de titres au 30 juin 2010	(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
<b>Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe :</b>			
505 725	Eurobond 4,125% - janvier 2012 (Taux d'intérêt effectif 4,30%)	539	537
253 242	Eurobond 4,25% - mars 2015 (Taux d'intérêt effectif 3,85%)	268	258
2 624 538	Oceane 2,75% - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 2,75%)	120	147
25 761 647	Oceane 3,125% - juillet 2014 (Taux d'intérêt effectif 5,50%)	651	643
1 562 129	Oranes 0,82% révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50%)	22	24
<b>Autres emprunts et dettes :</b>			
	Intérêts courus	22	18
	Autres emprunts et lignes de crédit	39	55
	Soldes créditeurs de banques	48	33
	Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	88	75
	Dettes sur acquisitions de titres de participation	109	105
	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	133	115
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>		<b>2 039</b>	<b>2 010</b>
<b>Dont à court terme</b>		<b>227</b>	<b>214</b>
<b>Dont à long terme</b>		<b>1 812</b>	<b>1 796</b>

Le 19 janvier 2010, le Groupe a racheté 617 985 Océanes 2018 pour un montant de 28 millions d'euros (correspondant à un montant nominal de 24 millions d'euros). A la suite de ce rachat, 2 624 538 Océanes restent en circulation pour un montant nominal de 103 millions d'euros (hors prime de remboursement).

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe sont à taux fixe et en euros.

Au regard de la norme IAS 39, les swaps taux fixe/taux variable ont été qualifiés de couverture de la juste valeur des dettes Eurobond 2012 et 2015. Les dettes Eurobond 2012 et 2015 swapées en taux variable ont ainsi été réévaluées en juste valeur à la clôture de l'exercice.

En décembre 2009, le swap de taux a été dénoué pour la partie de l'Eurobond 2012 qui a été échangée, le Groupe ayant à cette occasion encaissé une soulte de 8 millions d'euros, sans impact sur le compte de résultat consolidé, à la date de l'opération d'échange.

La juste valeur du swap sur l'Eurobond 2012 est inscrite en autres créances et actifs courants pour 16 millions d'euros au 30 juin 2010 et 15 millions d'euros au 31 décembre 2009. Par ailleurs, la juste valeur du swap sur l'Eurobond 2015 est également inscrite en autres créances et actifs courants pour 9 millions d'euros au 30 juin 2010 et en autres dettes et passifs courants pour 2 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle ainsi que les clauses de complément de prix sont recensées de manière centralisée et estimées à la clôture d'après les clauses contractuelles et les dernières données disponibles ainsi que les projections des données concernées sur la période.

L'évolution des dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle est présentée ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>115</b>
Rachats exercés	(4)
Réévaluation de la dette et change	22
<b>Au 30 juin 2010</b>	<b>133</b>

Les rachats du semestre ont été réalisés en numéraire. Il en sera de même pour les rachats à intervenir sur la dette existante au 30 juin 2010.

### *Analyse par échéance de remboursement*

<b>30 juin 2010</b>							
<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>Echéance</b>					
		<b>- 1 an</b>	<b>1 à 2 ans</b>	<b>2 à 3 ans</b>	<b>3 à 4 ans</b>	<b>4 à 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 709	104	550	3	122	921	9
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	88	-	-	-	-	-	88
Dettes sur acquisitions de titres de participation	109	49	33	15	12	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participation ne donnant pas le contrôle	133	74	36	16	3	2	2
<b>Total</b>	<b>2 039</b>	<b>227</b>	<b>619</b>	<b>34</b>	<b>137</b>	<b>923</b>	<b>99</b>

<b>31 décembre 2009</b>							
<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>Echéance</b>					
		<b>- 1 an</b>	<b>1 à 2 ans</b>	<b>2 à 3 ans</b>	<b>3 à 4 ans</b>	<b>4 à 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 715	129	11	540	3	764	268
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	75	-	-	-	-	-	75
Dettes sur acquisitions de titres de participation	105	41	52	4	7	1	-
Dettes sur engagements de rachats de participation ne donnant pas le contrôle	115	44	39	25	3	2	2
<b>Total</b>	<b>2 010</b>	<b>214</b>	<b>102</b>	<b>569</b>	<b>13</b>	<b>767</b>	<b>345</b>

### *Analyse par devise*

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Euros	1 706	1 708
Dollars américains	152	139
Autres devises	181	163
<b>Total</b>	<b>2 039</b>	<b>2 010</b>

### *Analyse par catégorie de taux*

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (49% de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle au 30 juin 2010) dont le taux moyen pour le semestre est de 6,0% (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion Océanes et Oranes entre une partie dettes et une partie capitaux propres). La proportion des emprunts à taux fixe a diminué par rapport à celle constatée au 31 décembre 2009, qui était de 51 %.

La partie de la dette à taux variable (51% de la dette au 30 juin 2010) fait ressortir un taux moyen pour le semestre de 1,7 %. Au titre de l'exercice 2009, le taux moyen de la dette à taux variable ressortait à 2,7%.

### *Exposition au risque de liquidité*

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 30 juin 2010 de 1 418 millions d'euros) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 2 368 millions d'euros au 30 juin 2010 dont 2 155 millions d'euros de lignes de crédits confirmées et 213 millions d'euros de lignes de crédit non confirmées). La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multi-devises de 1 500 millions d'euros, à échéance 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014, après accord des banques. Il n'y a pas, au 30 juin 2010, ni à la date d'arrêté des comptes semestriels, d'autres lignes de crédit en cours de négociation. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasi immédiatement permettent largement de faire face au paiement de la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants ». Les clauses d'exigibilité anticipée (« credit default events ») sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros. Les seules options de remboursement anticipé par les porteurs sont relatives à l'Océane 2018 et exerçables en janvier 2014.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

### Contrats de location financement

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

(en millions d'euros)

30 juin 2010

	Total	Echéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Paielements minimaux	267	10	10	10	10	10	217
Effets de l'actualisation	(179)	(10)	(10)	(10)	(10)	(10)	(129)
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux</b>	<b>88</b>	-	-	-	-	-	<b>88</b>

(en millions d'euros)

31 décembre 2009

	Total	Echéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Paielements minimaux	232	8	8	8	9	9	190
Effets de l'actualisation	(157)	(8)	(8)	(8)	(9)	(9)	(115)
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux</b>	<b>75</b>	-	-	-	-	-	<b>75</b>

## Note 15. Engagements hors bilan

### Contrats de location simple

30 juin 2010

(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>							
Contrats de location simple	1 594	234	213	184	156	143	664
<b>Engagements reçus</b>							
Contrats de sous-locations immobilières	16	7	5	3	1	-	-

31 décembre 2009

(en millions d'euros)	Total	Echéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>							
Contrats de location simple	1 396	209	176	165	130	118	598
<b>Engagements reçus</b>							
Contrats de sous-locations immobilières	17	7	5	4	1	-	-

Les charges de location (nettes des revenus des sous-locations) se sont élevées à 105 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2010 (contre 104 millions d'euros au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009).

## Autres engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2010			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Engagements de cession de titres de participation détenus	8	-	-	8
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	153	45	58	50
Autres engagements <sup>(2)</sup>	399	61	224	114
<b>Total</b>	<b>560</b>	<b>106</b>	<b>282</b>	<b>172</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Lignes de crédit non utilisées <sup>(3)</sup>	2 368	418	1 950	-
Autres engagements <sup>(4)</sup>	99	9	90	-
<b>Total</b>	<b>2 467</b>	<b>427</b>	<b>2 040</b>	<b>-</b>

(1) Au 30 juin 2010, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 105 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 20 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 276 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe s'est engagé sur cinq années à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 100 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 31 décembre 2014 (20 millions d'euros maximum par an).

(3) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 2 155 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

(4) Il s'agit d'engagements commerciaux reçus, pour une durée de 5 ans à compter de l'année 2010, pour un montant de 20 millions d'euros par an.

(en millions d'euros)	31 décembre 2009			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Engagements de cession de titres de participation détenus	8	-	8	-
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	153	43	62	48
Autres engagements <sup>(2)</sup>	371	75	238	58
<b>Total</b>	<b>532</b>	<b>118</b>	<b>308</b>	<b>106</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Lignes de crédit non utilisées <sup>(3)</sup>	2 388	438	1 950	-
Autres engagements <sup>(4)</sup>	93	24	68	1
<b>Total</b>	<b>2 481</b>	<b>462</b>	<b>2 018</b>	<b>1</b>

(1) Au 31 décembre 2009, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 94 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 26 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 275 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires. Par ailleurs, le Groupe s'est engagé sur cinq années à des niveaux d'achats minimums qui en cas de non réalisation, pourraient donner lieu à des paiements en numéraire et en services pouvant atteindre un maximum de 85 millions d'euros pour l'ensemble de la durée du contrat expirant au 31 décembre 2014 (17 millions d'euros maximum par an).

(3) Les lignes de crédit non utilisées comprennent 2 155 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

(4) Il s'agit d'engagements commerciaux reçus, pour une durée de 5 ans à compter de l'année 2010, pour un montant de 17 millions d'euros par an.

### *Obligations liées aux emprunts, aux Oranes et aux Bons de Souscription d'Actions*

- **Oceane 2018 – 2,75% actuariel janvier 2018**

Dans le cadre de l'Oceane 2018, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 39,15 euros à l'émission), à tout moment depuis le 18 janvier 2002 jusqu'au 7ème jour ouvré précédant la date de maturité (janvier 2018). Compte tenu des remboursements anticipés intervenus en février 2005, en janvier 2006, janvier 2009 et janvier 2010, Publicis Groupe a un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 2 624 538 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

De plus, les porteurs ont la possibilité de demander le remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des obligations dont ils sont propriétaires le 18 janvier 2014. Le prix de remboursement anticipé est calculé de telle sorte que le rendement brut actuariel annuel de l'obligation à la date de remboursement soit égal à 2,75%.

- **Autres**

Les autres obligations liées aux emprunts, aux Oranes et aux Bons de Souscription d'Actions sont les mêmes que celles existantes au 31 décembre 2009.

## Note 16. Instruments financiers

### Juste valeur

Le tableau ci-dessous présente une comparaison par catégorie des valeurs comptables et de la juste valeur de tous les instruments financiers du Groupe.

Les actifs financiers classés dans les catégories "détenus à des fins de transaction" ou "disponibles à la vente" sont déjà évalués à la juste valeur dans les comptes.

Les dettes financières sont évaluées dans les comptes au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>		<b>31 décembre 2009</b>	
	<b>Juste valeur</b>	<b>Valeur nette comptable</b>	<b>Juste valeur</b>	<b>Valeur nette comptable</b>
<b>Actifs financiers hors créances liées à l'exploitation</b>				
Actifs financiers disponibles à la vente (IPG et autres)	32	32	29	29
Autres actifs financiers	81	81	65	65
<b>Total autres actifs financiers</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>94</b>	<b>94</b>
Clients et comptes rattachés	5 941	5 941	4 875	4 875
Dérivés actifs	35	35	46	46
Autres créances et actifs courants (hors dérivés)	83	83	74	74
<b>Total autres créances et actifs courants</b>	<b>118</b>	<b>118</b>	<b>120</b>	<b>120</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 418	1 418	1 580	1 580

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>		<b>31 décembre 2009</b>	
	<b>Juste valeur</b>	<b>Valeur nette comptable</b>	<b>Juste valeur</b>	<b>Valeur nette comptable</b>
<b>Passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation</b>				
Emprunts obligataires avec option de conversion - (Oceanes, partie dette)	835	771	80€	790
Oranes (partie dette)	96	22	10€	24
Eurobond	818	807	81€	795
Dettes liées à des contrats de location- financement	186	88	15€	75
Engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle et compléments de prix sur acquisition de titres de participations	242	242	22€	220
Autres emprunts	109	109	10€	106
<b>Total dettes financières</b>	<b>2 286</b>	<b>2 039</b>	<b>2 215</b>	<b>2 010</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	6 858	6 858	5 835	5 835
Dérivés passifs	31	31	9	9
Autres dettes et passifs courants (hors dérivés)	276	276	160	160
<b>Total autres dettes et passifs courants</b>	<b>307</b>	<b>307</b>	<b>169</b>	<b>169</b>

La juste valeur de l'Eurobond et des emprunts obligataires avec option de conversion et des Oranes pour la partie dette a été calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché.

## Note 17. Exposition au risque de change

### Actif net

Le tableau ci-après présente l'actif net du Groupe au 30 juin 2010 ventilé sur les principales devises :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Total au 30 juin 2010</b>	<b>Euro <sup>(1)</sup></b>	<b>Dollar US</b>	<b>Livre Sterling</b>	<b>Autres</b>
Actifs	<b>14 458</b>	4 260	5 605	913	3 680
Passifs	<b>(11 347)</b>	(3 601)	(4 567)	(621)	(2 558)
<b>Actif net</b>	<b>3 111</b>	<b>659</b>	<b>1 038</b>	<b>292</b>	<b>1 122</b>
<b>Effet des couvertures de change (2)</b>	<b>-</b>	<b>(239)</b>	<b>506</b>	<b>(97)</b>	<b>(170)</b>
<b>Actif net après couverture</b>	<b>3 111</b>	<b>420</b>	<b>1 544</b>	<b>195</b>	<b>952</b>

(1) Monnaie de présentation des états financiers consolidés

(2) Les instruments financiers utilisés dans le cadre de la couverture des risques de change sont principalement des swaps de devises

### Revenus et Marge Opérationnelle

La répartition des revenus du Groupe par devise dans laquelle ces revenus sont réalisés est présentée ci-après :

	<b>1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>
Euro	19%	21%
Dollar US	48%	47%
Livre Sterling	7%	7%
Autres	26%	25%
<b>Total des revenus</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

L'impact d'une baisse de 1% du cours de l'euro par rapport au Dollar US et à la Livre Sterling serait (impact favorable) :

- de 14 millions d'euros sur le revenu consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2010,
- de 3 millions d'euros sur la marge opérationnelle du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Les transactions commerciales sont majoritairement effectuées dans les devises locales des pays au sein desquels elles sont réalisées. De ce fait, les risques de change en découlant sont peu significatifs et font l'objet ponctuellement d'opérations de couverture, lorsque la réglementation locale le permet.

En ce qui concerne les opérations de prêt/emprunt intragroupe, celles-ci font l'objet de couvertures appropriées, dès lors qu'elles présentent une exposition significative nette au risque de change. Il convient toutefois de noter que la plupart des besoins de trésorerie des entités étant financés au niveau des pays dans le cadre de la centralisation de trésorerie, les opérations transfrontalières sont limitées à la fois en nombre et en durée.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont en général des contrats de change à terme.

## Note 18. Information sectorielle

### Information par secteur d'activité

L'organisation que Publicis Groupe développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Le Groupe a identifié 9 secteurs opérationnels qui correspondent aux réseaux d'agences et qui peuvent être regroupés dans la mesure où leurs caractéristiques économiques sont similaires (convergence des niveaux de marge des différents secteurs opérationnels) ainsi que la nature des services fournis aux clients (panel complet de services publicitaires et de communication) et le type de clients auxquels sont destinés ces services (les 20 premiers clients du groupe sont clients de plusieurs secteurs opérationnels). Les 9 secteurs opérationnels sont regroupés en un seul secteur à présenter.

### Information sur les principaux clients

Les vingt premiers clients représentent 43% du revenu consolidé du Groupe au 30 juin 2010, ils représentaient 43% des revenus consolidés de l'exercice 2009 et 45% du revenu consolidé au 30 juin 2009.

### Information par zone géographique

Compte tenu de l'importance de la localisation géographique dans l'analyse de l'activité, le Groupe a fait le choix de maintenir un niveau d'information détaillé par zone géographique. Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	Asie Pacifique	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Juin 2010</b>						
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	805	1 258	126	286	63	2 538
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(18)	(27)	(2)	(5)	(1)	(53)
Marge opérationnelle	70	243	22	30	4	369
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(12)	-	(1)	-	(17)
Perte de valeur	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	1	(1)	-	-	-	-
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 479	3 185	186	429	74	5 353
Immobilisations corporelles nettes	269	169	10	26	6	480
Impôts différés actifs	43	25	10	18	-	96
Titres mis en équivalence	19	17	-	4	2	42
Autres actifs financiers	24	61	2	24	2	113
Actifs (passifs) courants <sup>(2)</sup>	(320)	(1 244)	21	(95)	20	(1 618)
Impôts différés passifs	(63)	(170)	(2)	(1)	1	(235)
Provisions à long terme	(205)	(209)	(13)	(37)	(35)	(499)
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(21)	(12)	(1)	(1)	-	(35)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(1)	1	-	(5)	-	(5)
Acquisitions de filiales	(20)	(24)	-	(2)	(2)	(48)
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	6	7	1	1	-	15
Autres produits et charges calculés	1	2	-	-	-	3

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, fournisseurs et comptes rattachés, dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	Asie Pacifique	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Juin 2009</b>						
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	738	1 061	109	238	63	<b>2 209</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(17)	(21)	(2)	(5)	(1)	<b>(46)</b>
Marge opérationnelle	13	219	22	22	11	<b>287</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4)	(10)	(1)	-	-	<b>(15)</b>
Perte de valeur	(4)	(9)	-	(7)	-	<b>(20)</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	-	1	-	-	-	<b>1</b>
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 361	2 543	165	374	46	<b>4 489</b>
Immobilisations corporelles nettes	268	157	9	23	4	<b>461</b>
Impôts différés actifs	66	13	4	13	2	<b>98</b>
Titres mis en équivalence	27	15	-	-	2	<b>44</b>
Autres actifs financiers	33	47	2	19	1	<b>102</b>
Actifs (passifs) courants <sup>(2)</sup>	(246)	(829)	11	(87)	13	<b>(1 138)</b>
Impôts différés passifs	(95)	(150)	(1)	(4)	1	<b>(249)</b>
Provisions à long terme	(207)	(207)	(15)	(15)	(28)	<b>(472)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(25)	(6)	(1)	(1)	-	<b>(33)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	4	1	2	(5)	1	<b>3</b>
Acquisitions de filiales	(49)	(10)	(3)	(7)	(1)	<b>(70)</b>
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	5	5	1	1	-	<b>12</b>
Autres produits et charges calculés	2	3	-	-	-	<b>5</b>

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, fournisseurs et comptes rattachés, dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	Asie Pacifique	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Exercice 2009</b>						
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	1 579	2 094	218	498	135	<b>4 524</b>
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(35)	(42)	(3)	(10)	(2)	<b>(92)</b>
Marge opérationnelle	105	446	44	66	19	<b>680</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(8)	(19)	(1)	(2)	-	<b>(30)</b>
Perte de valeur	(15)	(3)	-	(10)	-	<b>(28)</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	2	2	-	-	-	<b>4</b>
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 423	2 748	162	364	66	<b>4 763</b>
Immobilisations corporelles nettes	268	152	9	24	5	<b>458</b>
Impôts différés actifs	36	14	7	13	3	<b>73</b>
Titres mis en équivalence	28	15	1	3	2	<b>49</b>
Autres actifs financiers	21	54	2	16	1	<b>94</b>
Actifs (passifs) courants <sup>(2)</sup>	(189)	(1 247)	10	(98)	18	<b>(1 506)</b>
Impôts différés passifs	(64)	(148)	(1)	(1)	-	<b>(214)</b>
Provisions à long terme	(189)	(187)	(12)	(30)	(31)	<b>(449)</b>
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(49)	(14)	(2)	(7)	(2)	<b>(74)</b>
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	7	1	3	(2)	1	<b>10</b>
Acquisitions de filiales	(66)	(206)	(4)	(17)	(5)	<b>(298)</b>
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	11	9	1	2	1	<b>24</b>
Autres produits et charges calculés	4	7	-	-	-	<b>11</b>

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, fournisseurs et comptes rattachés, dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

## Note 19. Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe S.A.

Il n'y a pas eu de nouvelles attributions de plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions, ou encore d'actions gratuites au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

### Plans d'options Publicis Groupe à l'origine

#### Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2010

Actions de 0,40 euro nominal	Type d'option	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Nombre d'options restant à lever au 30/06/2010	Dont exerçables au 30/06/2010	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
10 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	07/09/2000	43,55	100 000	100 000	2010	0,18
11 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	23/04/2001	33,18	343 000	343 000	2011	0,81
13 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	18/01/2002	29,79	74 700	74 700	2012	1,55
14 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	10/06/2002	32,43	5 000	5 000	2012	1,91
15 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	08/07/2002	29,79	220 000	220 000	2012	2,02
16 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	451 400	451 400	2013	3,16
17 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	2 254 434	2 254 434	2013	3,16
19 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	28/09/2004	24,82	916 618	916 618	2014	4,24
20 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	24/05/2005	24,76	315 378	315 378	2015	4,90
21 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	100 000	-	2016	6,14
22 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	4 408 625	4 408 625	2016	6,14
23 <sup>e</sup> tranche	Acquisition	24/08/2007	31,31	755 707	755 707	2017	7,15
<b>Total des tranches</b>				<b>9 944 862</b>	<b>9 844 862</b>		
prix moyen d'exercice				27,96	27,94		

#### Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010

Actions de 0,40 euro nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2009	Options attribuées au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Options levées au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Options annulées ou prescrites au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Nombre d'options restant à lever au 30/06/2010
10 <sup>e</sup> tranche	43,55	100 000	-	-	-	100 000
11 <sup>e</sup> tranche	33,18	343 000	-	-	-	343 000
13 <sup>e</sup> tranche	29,79	77 200	-	(2 500)	-	74 700
14 <sup>e</sup> tranche	32,43	5 000	-	-	-	5 000
15 <sup>e</sup> tranche	29,79	220 000	-	-	-	220 000
16 <sup>e</sup> tranche	24,82	478 400	-	(27 000)	-	451 400
17 <sup>e</sup> tranche	24,82	3 315 046	-	(1 018 374)	(42 238)	2 254 434
19 <sup>e</sup> tranche	24,82	1 160 208	-	(219 918)	(23 672)	916 618
20 <sup>e</sup> tranche	24,76	395 190	-	(79 812)	-	315 378
21 <sup>e</sup> tranche	29,27	100 000	-	-	-	100 000
22 <sup>e</sup> tranche	29,27	4 820 571	-	(291 302)	(120 644)	4 408 625
23 <sup>e</sup> tranche	31,31	802 316	-	(26 602)	(20 007)	755 707
<b>Total des tranches</b>		<b>11 816 931</b>	<b>-</b>	<b>(1 665 508)</b>	<b>(206 561)</b>	<b>9 944 862</b>
prix moyen d'exercice (€)		27,64	-	25,71	28,05	27,96
cours moyen de levée (€)				31,47		

## Plans d'actions gratuites Publicis Groupe

### Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2010

Actions de 0,40 euro nominal	Bénéficiaires	Date d'attribution initiale	Nombre d'actions restant à attribuer définitivement au 30/06/2010	Date d'attribution définitive <sup>(2)</sup>	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan de co-investissement <sup>(1)</sup>	Français	19/03/2009	831 000	19/03/2012	1,72
Plan de co-investissement <sup>(1)</sup>	Hors France	19/03/2009	2 619 594	19/03/2013	2,72
Plan d'actions gratuites ensemble des salariés	Français	20/05/2009	161 025	20/05/2011	0,89
<b>Total des plans d'actions gratuites</b>			<b>3 611 619</b>		

(1) Actions conditionnelles dont l'attribution définitive est liée à une condition de présence (pour toutes les actions) et à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans 2009-2011 (pour la moitié d'entre elles, sauf pour les mandataires sociaux dont l'intégralité est liée à la réalisation d'objectifs).

(2) Après cette date, les bénéficiaires français doivent respecter une période d'indisponibilité supplémentaire de deux ans.

### Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010

Actions de 0,40 euro nominal	Bénéficiaires	Nombre d'actions restant à attribuer définitivement au 31/12/2009	Actions annulées ou prescrites au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Nombre d'actions restant à attribuer définitivement au 30/06/2010
Plan de co-investissement	Français	831 000	-	-	831 000
Plan de co-investissement	Hors France	2 713 176	(93 582)	-	2 619 594
Plan d'actions gratuites ensemble des salariés	Français	185 575	(14 375)	-	171 200
<b>Total des plans d'actions gratuites</b>		<b>3 729 751</b>	<b>(107 957)</b>	<b>-</b>	<b>3 621 794</b>

### Plans d'actions gratuites Publicis Groupe attribués à certains salariés de Razorfish

Le nouveau plan d'actions gratuites Publicis Groupe, mis en place le 1<sup>er</sup> décembre 2009 et destiné à remplacer les plans en cours à la date d'acquisition, octroyés à certains salariés de Razorfish, a conduit à une attribution de 493 832 actions gratuites Publicis Groupe. La période d'acquisition des droits s'étale sur 4 ans (de 2010 à 2013) pour la majeure partie des actions, une petite partie courant jusqu'à 2018. Au 30 juin 2010, le nombre d'actions gratuites restant à attribuer définitivement s'élève à 368 881.

### Plans d'options et d'actions gratuites Digitas à l'origine

Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis Groupe en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis Groupe à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

### Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 30 juin 2010

actions de 0,40 euro nominal	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (en euros)		Nombre d'options restant à lever au 30/06/2010	Dont exerçables au 30/06/2010	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max			min	max	
<b>Plans Digitas</b>									
1999	01/12/1999	10/03/2000	21,36	21,36	1 903	1 903	01/12/2009	10/03/2010	-
2000	03/04/2000	01/02/2001	13,73	50,65	41 286	41 286	03/04/2010	01/02/2011	0,24
2001	01/03/2001	24/01/2007	5,08	35,42	510 224	498 920	01/03/2011	24/01/2017	4,32
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	21,70	35,42	7 040	6 704	01/06/2015	01/12/2016	6,02
<b>Plans Modem Media</b>									
1997	26/03/1997	29/09/2004	18,30	19,18	370	370	01/01/2008	29/09/2014	4,25
1999	12/04/2000	22/06/2004	2,62	54,05	3 128	3 128	12/04/2010	22/06/2014	2,87
2000	12/10/2000	25/05/2004	16,35	16,35	1 191	1 191	12/10/2010	25/05/2014	0,28
<b>total tranches</b>					<b>565 142</b>	<b>553 502</b>			
prix moyen d'exercice (€)					23,83	23,76			

### Mouvements sur plans de stock-options Digitas au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010

actions de 0,40 euro nominal	Prix d'exercice des options (en euros)		Nombre d'options restant à lever au 31/12/2009	Options levées au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Options annulées ou prescrites au 1 <sup>er</sup> semestre 2010	Nombre d'options restant à lever au 30/06/2010
	min	max				
<b>Plans Digitas</b>						
1999	21,36	21,36	10 061	(110)	(8 048)	1 903
2000	13,73	50,65	44 284	(63)	(2 935)	41 286
2001	5,08	35,42	549 835	(29 423)	(10 188)	510 224
2005 UK	21,70	35,42	7 040	-	-	7 040
<b>Plans Modem Media</b>						
1997	18,30	19,18	370	-	-	370
1999	2,62	54,05	5 232	(187)	(1 917)	3 128
2000	16,35	16,35	1 191	-	-	1 191
<b>total tranches</b>			<b>618 013</b>	<b>(29 783)</b>	<b>(23 088)</b>	<b>565 142</b>
prix moyen d'exercice (€)			23,87	21,70	26,23	23,83
prix moyen de levée (€)			31,47			

Par ailleurs un plan d'attribution de « Restricted Shares » Digitas avait été mis en œuvre entre le 4 janvier 2005 et le 23 janvier 2007. Il a été converti en actions Publicis Groupe en utilisant les mêmes coefficients que pour les plans de stock options ordinaires (voir ci-dessus). Au jour de l'acquisition, le nombre de Restricted Shares Digitas en équivalent actions de Publicis Groupe s'élevait à 396 654.

Au 30 juin 2010, la période d'acquisition de ces actions étant close depuis le 23 janvier 2010, il n'existe plus de Restricted Shares à livrer.

### ***Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites Publicis Groupe et Digitas sur le résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2010***

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2010 de ces plans s'élève à 15 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 12 millions d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2009 (cf. Note 3 - Charges de personnel).

Pour ce qui est du plan d'actions gratuites attribuées dans le cadre du plan de co-investissement, où l'attribution de la moitié (ou de la totalité pour les mandataires sociaux) des actions est soumise, en plus d'une condition de présence, à une condition de performance, une probabilité de 100% a été appliquée dans les comptes au 30 juin 2010 (contre une probabilité de 85% dans les comptes au 31 décembre 2009) pour calculer le nombre d'actions dites « de performance » qui pourraient être attribuées au titre de ces plans.

### **Note 20. Informations relatives aux parties liées**

Les opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2009 à l'exception du rachat par Publicis Groupe S.A d'un bloc de 7 500 000 de ses propres actions, détenues au travers de la SEP Dentsu – E. Badinter, pour un prix total de 217,5 millions d'euros auprès de Dentsu Inc., en vue de leur annulation.

### **Note 21. Evénements postérieurs à la clôture**

Néant

## **IV. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe SA relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I – Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Règles et méthodes comptables » qui expose que le groupe applique, à compter du 1er janvier 2010, les normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprise » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels ».

### **II– Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur Seine et Courbevoie, le 29 juillet 2010

Les commissaires aux comptes

Mazars

Ernst & Young et Autres

Philippe Castagnac

Jean Bouquot

Valérie Desclave